

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM Cimenterie de Lumbres

BP 50020 LUMBRES
Code postal 62508
62500 Saint-Omer

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\EQIOM_(ex_HOLCIM)_Lumbres_0007000785\2_Inspections\2025 10 13 Surveillance environnementale
Code AIOT : 0007000785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement EQIOM Cimenterie de Lumbres implanté 5 rue Jean-Baptiste Macaux 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM Cimenterie de Lumbres
- 5 rue Jean-Baptiste Macaux 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007000785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Oui

La société EQIOM exploite sur la commune de Lumbres, une cimenterie produisant, à partir de matériaux provenant d'une carrière (craie, argile) située à proximité :

- du clinker (principal constituant du ciment) ;
- des ciments normalisés (clinker + laitiers) ;
- des liants routiers ;
- des liants ultra-fins.

Le site dispose de deux lignes de production (four n°4 et four n°5). La production de ciment est de l'ordre de 800 000 tonnes par an.

Pour les besoins de sa production, la société EQIOM utilise des déchets industriels dangereux et non dangereux (co-incinération) :

- en valorisation énergétique : les déchets servent de combustibles de substitution ;
- en valorisation matière : les déchets servent de composants dans le cru ou le ciment.

La quantité de déchets valorisée est d'environ 150 000 tonnes par an. L'établissement est autorisé à exploiter ses installations sur la commune de Lumbres par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020. Il est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct du seuil associé à la rubrique 4110 - Toxicité aiguë catégorie 1 - de la nomenclature des installations classées.

Dans le cadre d'un important programme de modernisation et de décarbonation de l'activité du site (programme K6), la construction d'un nouveau four (four 6) est en cours. Lors de la mise en service du nouveau four, les fours 4 et 5 seront mis à l'arrêt.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 4

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Surveillance des retombées - analyses	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance dans l'environnement - Mise en place	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3	Sans objet
2	Surveillance dans l'environnement - plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance dans l'environnement - Fréquence	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3	Sans objet
4	Surveillance dans l'environnement - Résultats	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3	Sans objet
5	Surveillance des retombées - implantation	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4	Sans objet
7	Surveillance des retombées - Fréquence	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4	Sans objet
8	Calcul d'émissions	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance des effets des émissions atmosphériques sur l'environnement du site est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Cependant il peut exister des écarts mineurs à la norme de mesure des retombées de poussières liés au découpage des opérations entre plusieurs opérateurs.

Paradoxalement les points de mesures des retombées actuelles correspondent mieux aux zones où les retombées seront les plus fortes à l'avenir qu'aux zones de fortes retombées actuelles. Les points de mesures actuels pourront donc être conservés pour la surveillance des retombées dans le futur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance dans l'environnement - Mise en place

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V). [...] Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. [...] Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.
Constats :

L'exploitant réalise une surveillance environnementale pour mesure l'impact de ses installations sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V).

Lors de l'inspection le rapport : "SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE 2025 AUTOUR DE LA CIMENTERIE EQIOM DE LUMBRES : Surveillance environnementale selon les méthodes de biosurveillance NF EN 16414 et NF X 43-901 RAPPORT N° 11625" a été consulté.

La surveillance environnementale est basée sur des méthode normalisée d'évaluation de l'impact par processus de bioaccumulation. Cette surveillance est réalisé à l'aide de plantes poacées (ray-grass) et de bryophytes terrestres (mousses). L'organisme chargé de la surveillance environnementale par l'exploitant réalise les prélèvements et transmet les échantillons pour analyse à un laboratoire accrédité par le COFRAC accréditation N° 1-1151.

Les références de l'accréditation ne sont pas reprise dans les rapports d'analyses, cependant les méthodes utilisées sont bien mentionnées à l'accréditation pour la mesure des dioxines et métaux dans les produits d'origine végétale.

Le programme de surveillance couvre les polluants prescrit, les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance dans l'environnement - plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V).

[...]

Les mesures doivent être réalisées sur les lieux où l'impact de l'installation est supposée le plus important. Pour cela l'exploitant doit disposer d'une étude de dispersion de ses rejets atmosphériques permettant de localiser les lieux d'impact maximal.

[...]

L'exploitant réalise un suivi environnemental pour les PM_{2,5} et NO_x dans l'air et dioxines/furanes dans les dépôts/sols ; les résultats seront interprétés en termes de dégradation et de compatibilité avec les usages et pourront faire l'objet le cas échéant d'un renforcement des prescriptions par arrêté.

L'emplacement des points de mesures dans les compartiments air et sols est proposé par l'exploitant pour validation de l'ARS et de l'inspection de l'environnement dans un délai de 3 mois à la date de signature de l'arrêté.

Constats :

Le rapport de surveillance environnemental indique:

L'étude du régime des vents et l'étude de dispersion [3] , réalisée initialement par l'usine, permettent de localiser les zones potentiellement impactées et non impactées par les polluants (macro-implantation). Combinées avec la localisation des autres émetteurs identifiés dans la zone d'étude, ces données ont permis de vérifier que des zones géographiques pouvaient être principalement représentatives des émissions du site et de définir des références locales permettant de mesurer le bruit de fond. Les stations de mesures ont ensuite été sélectionnées afin de répondre aux bonnes caractéristiques techniques d'une station d'échantillonnage (micro-implantation).

L'étude [3] mentionnée est le rapport RC13201 - Modélisation de la dispersion des rejets atmosphériques de l'usine de Lumbres - juin 2007. Ce rapport a été consulté en inspection et transmis par courriel le 14 octobre 2025.

La comparaison des cartes de retombées et des cartes d'implantations des stations de mesures semble indiquer que l'emplacement des points de mesure ne correspond pas aux zones de retombées maximales actuelles.

Le 22 octobre 2025 l'exploitant a transmis des éléments complémentaires concernant la justification du choix de l'emplacement des points de mesures (basée sur la modélisation des retombées de cuivre et cadmium) . Il apparaît que le point de prélèvement N°1 est en dehors de la zone de retombée, mais proche de la cimenterie et d'une zone fortement touchée par les retombées, l'exploitant indique qu'initialement ce point se trouvait à l'intérieur de la zone de retombées maximales mais a dû être déplacé à cause de l'extension de la carrière. Les points 2 et 3 se trouvent dans des zones de retombées intermédiaires.

Les emplacements retenus correspondent beaucoup mieux aux zones de retombées maximales calculées pour le site dans sa configuration future (arrêt des fours 4 et 5; mise en service du four 6)

Concernant le suivi des PM 2.5 NOx et le renforcement du suivi des dioxines, l'exploitant a transmis une mise à jour du programme de surveillance environnementale du site. Celui-ci prévoit l'ajout d'un point de mesure concernant les retombées de métaux et dioxines (ray-grass et bryophytes), d'une jauge Owen pour le suivi des poussières, 3 points de mesures par tubes passifs pour le suivi des NOx et 3 point de mesure par préleveur séquentiel pour le suivi des PM2.5 . L'inspection des installations classées se prononcera sur cette transmission après recueil de l'avis de l'ARS.

Bien que l'emplacement des points de mesures pour le suivi des retombées atmosphériques ne se trouve pas dans la zone de retombées maximales ceux-ci se trouvent dans une zone touchées par les retombées du site. Aucune action corrective n'est attendue puisque ces zones correspondent

aux zones de retombées maximales pour les émissions du site prévues à partir de 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance dans l'environnement - Fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V).</p> <p>La détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement doit être effectuée selon une fréquence minimale annuelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi chaque année, la dernière campagne a été réalisée en juillet 2025, (prélèvement et analyses de bryophyte et de poacées).</p> <p>Le rapport de surveillance environnementale conclut concernant les métaux: "les mesures réalisées dans l'environnement de la cimenterie traduisent l'absence d'un impact significatif de l'activité de l'usine sur la période de mesures".</p> <p>Concernant les dioxines et furannes : " les émissions (sur la période d'exposition) n'ont pas dégradé la qualité des végétaux exposés "</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance dans l'environnement - Résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce programme concerne les dioxines et les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V).</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 11.3.2 du présent arrêté préfectoral, et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance si elle existe.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant produit un rapport relatif à cette surveillance comportant notamment une interprétation des résultats (par rapport aux conditions météorologiques, aux résultats des mesures antérieures, au taux d'activité au moment du contrôle etc.).</p> <p>Les résultats de la surveillance environnementale sont télétransmis.</p>

<p>Constats :</p> <p>Vu le rapport SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE 2025 AUTOUR DE LA CIMENTERIE EQIOM DE LUMBRES Surveillance environnementale selon les méthodes de biosurveillance NF EN 16414 et NF X 43-901 N°11625 de Septembre 2025.</p> <p>Ce rapport comporte une interprétation des résultats prenant en compte les conditions météorologiques, les périodes d'arrêts des fours; les taux d'expositions des stations de mesures et les valeur mesurées lors des 4 campagnes précédentes.</p> <p>Il est à noter que : "Lors des mesures de 2025, l'activité de l'usine a été marquée par plusieurs arrêts qui ont pu contribuer à une baisse de la représentativité des mesures. Cette représentativité est inférieure à celle des années précédentes".</p> <p>Cependant, la comparaison avec les valeurs mesurées de 2021 à 2024 montre que : "Sur les 5 dernières années, les teneurs en PCDD/F connaissent une homogénéité sur l'ensemble des stations. Les valeurs sont équivalentes à un bruit de fond rural. Cette tendance est à nouveau constatée en 2025."</p> <p>"il n'y a aucun marquage environnemental significatif pour les métaux dans l'environnement du site en 2025. Au fil des ans, les teneurs restent proches des gammes de bruits de fond attendus dans la matrice ray-grass."</p> <p>Ces résultats sont présentés chaque année en commission de suivi de site et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Surveillance des retombées - implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En plus de la surveillance de l'environnement prévue à l'article précédent, l'exploitant met en place le suivi des retombées suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant plantera en des lieux définis en accord avec l'inspection de l'environnement, 3 jauges de sédimentation dites Jauges Owen afin de pouvoir quantifier, analyser les retombées de poussières ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose pour la cimenterie de 2 jauges Owen situées dans des points de retombées de poussières et d'un jauge témoin non concernée par les retombées de poussières de la cimenterie. La présence de ces jauges a été visuellement constaté lors de l'inspection. (Les données de ce jauges peuvent être complétées par celles obtenues par le réseau implanté pour la surveillance des émissions de la carrières jouxtant le site).</p>

L'exploitant a sollicité l'inspection des installations classée en avril 2020 pour validation de l'emplacement actuel des jauges. L'inspection des installations classée a officiellement donné son accord par le rapport du 12 octobre 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des retombées - analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées

Prescription contrôlée :

En plus de la surveillance de l'environnement prévue à l'article précédent, l'exploitant met en place le suivi des retombées suivant :
[...]

- il sera pratiqué les analyses ci-après indiquées tant sur les solubles (liquides) que sur les insolubles (poussières) recueillis dans les jauges :
 1. poussières solubles, insolubles et poussières totales ;
 2. cations : plomb, zinc, cadmium, mercure, chrome, arsenic ;
 3. anions : chlorures, sulfates ;
 4. pH.
- les caractéristiques des jauges et les méthodes d'analyses employées seront celles du réseau régional de mesure de la pollution atmosphérique afin que les comparaisons puissent être effectuées ;
- la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement. À défaut, ces données pourront être obtenues auprès de la station météorologique la plus proche.

Constats :

Lors de l'inspection le fichier récapitulatif de suivi des retombées de poussières a été consulté ainsi que les rapports d'analyses N° 2025.09.272/01 et N° 2025.09.272/02 relatif aux dépôts mesurés par jauge Owen du 13/07/25 au 17/09/25 pour les stations "Michel" et "CCL".

Les analyses sont réalisées tant sur les solubles que sur les insolubles et permettent de distinguer les poussières solubles, les insolubles et les poussières totales. Les paramètres recherchés correspondent aux paramètres prescrits.

Les données météorologiques sont mesurées sur le site.

Concernant : "les caractéristiques des jauges et les méthodes d'analyses employées" les rapports d'analyses ne mentionnent pas le respect de la norme NF X43-014 : "Qualité de l'air - Air ambiant - Détermination des retombées atmosphériques totales - Échantillonnage - Préparation des échantillons avant analyses"

Après échange téléphonique l'exploitant indique que le laboratoire ne peut garantir le respect de la norme NF X43-014.

Le 31 octobre 2025 l'exploitant a transmis une note détaillant le protocole suivi par le laboratoire d'analyse. Il apparaît que le protocole suivi est basé sur la norme NFX 43-014 mais certaines étapes prévues par la norme sont réalisées directement par l'exploitant ou le bureau d'étude en charge du protocole de suivi environnemental, le laboratoire d'analyse ne peut donc se

<p>prononcer sur le respect de la norme dans son ensemble.</p> <p>Vu les éléments transmis les potentiels écarts à la norme sont minimes et ne sauraient remettre en cause la validité du suivi environnemental. Il est cependant demandé à l'exploitant de s'assurer pour l'avenir que toutes les étapes du protocole prévues par la norme NF X43-014 soient bien respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera que les méthodes d'analyses employées respectent les normes en vigueur en vue de permettre leur comparaison avec celles du réseau régional de mesure de la pollution atmosphérique.</p> <p>L'exploitant joindra aux prochaines analyses (sous 3 mois) les éléments permettant de justifier le respect de la norme NFX 43-014 pour les mesures et analyses futures. (ces éléments pourront provenir de plusieurs entités garantissant chacune le respect de la partie du protocole dont elles ont la charge).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Surveillance des retombées - Fréquence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En plus de la surveillance de l'environnement prévue à l'article précédent, l'exploitant met en place le suivi des retombées suivant :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> la fréquence des contrôles sera semestrielle. Les résultats de ces contrôles sont transmis dans le délai d'un mois à compter de leur réalisation à l'inspection de l'environnement. <p>Les résultats de ces contrôles du mois N sont transmis à l'inspection de l'environnement avant la fin du mois N + 1 accompagné de commentaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une surveillance renforcée des retombées de poussières puisque la fréquence d'analyse est trimestrielle pour 2 stations et même bimestrielle pour la troisième.</p> <p>Les résultats des contrôles sont gardés à disposition de l'inspection des installations classées et ont été transmis avant la réalisation de l'inspection.</p> <p>Observation : l'inspection des installations classées invite l'exploitant à transmettre de façon plus régulière les résultats de la surveillance des retombées de poussières.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Calcul d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 12.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année, les flux moyens annuels rejetés de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchet incinéré.

Il communique les résultats de ce calcul à l'inspection de l'environnement au plus tard le 31/01 de l'année suivante, et en suit l'évolution.

Constats :

L'exploitant réalise le calcul à partir des données collectées dans le cadre de la surveillance des émissions devant être déclarées dans l'outil GERE (Gestion Électronique du Registre des Émissions Polluantes).

La déclaration des émissions doit être réalisée au 31/03 de l'année suivante.

L'exploitant sollicite par cohérence l'alignement des 2 échéances puisque les données déclarées sous GERE sont nécessaires au calcul.

Remarque: l'inspection des installations classées n'est pas opposée à l'alignement des échéance au 31 mars.

Type de suites proposées : Sans suite